

"Gilets jaunes": les militaires de Sentinelle mobilisés samedi

Paris, 20 mars 2019 (AFP) -

La mission antiterroriste militaire Sentinelle sera mobilisée de manière "renforcée" samedi dans le cadre des manifestations des "gilets jaunes" afin de protéger des bâtiments officiels et autres "points fixes", a rapporté mercredi le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux.

Cette initiative annoncée par le président Emmanuel Macron en Conseil des ministres permettra aux forces de l'ordre de se "concentrer sur les mouvements, sur le maintien et le rétablissement de l'ordre", a justifié M. Griveaux.

"On a à notre disposition cette mission Sentinelle assurée par des militaires et qui ont parfaitement vocation à sécuriser les lieux, comme d'ailleurs nos concitoyens ont l'habitude de les voir", a-t-il poursuivi.

Manifestations interdites sur les Champs-Élysées et dans certains quartiers des grandes villes en cas de présence d'"ultras", préfet de police de Paris remplacé, contraventions alourdies: le Premier ministre Édouard Philippe avait annoncé dès lundi une batterie de mesures pour répondre aux violences ayant marqué la dernière manifestation des "gilets jaunes", samedi 16 mars à Paris.

Frédéric Lagache, secrétaire général adjoint d'Alliance, juge que l'on "peut se satisfaire d'une telle mesure dès lors que ça libère des effectifs et des professionnels du maintien de l'ordre pour intervenir sur les manifestations. Mais il ne faut pas que l'on déstabilise Sentinelle", met-il en garde.

Selon Grégory Joron, secrétaire national CRS d'Unité-SGP-FO, "si les militaires Sentinelle sont sur de la garde de bâtiment, cela va permettre de dégager quelques unités de forces mobiles et cela donnera davantage de mobilité aux compagnies manoeuvrantes pour aller sur les points chauds".

"Ce qui m'inquiète, c'est la riposte en cas d'attaque", a commenté pour sa part Philippe Capon, secrétaire général du syndicat Unsa-Police.

Côté politique, le chef de file des sénateurs Les Républicains (LR) Bruno Retailleau a appelé Emmanuel Macron, en tant que chef des armées, à "renoncer à cette décision funeste".

"Les militaires ne sont pas formés au maintien de l'ordre. Ils sont formés au combat, pour tuer et neutraliser." Cette décision "compromet l'armée dans une mission qui n'est pas la sienne, elle risque d'endommager ce lien si particulier en France entre la nation et l'armée", a jugé le sénateur de Vendée au Point.

"On utilise l'armée en cas de guerre ou de guerre civile, mais on ne me fera pas dire que 1.500 black blocs constituent une menace pour la nation française à tel point qu'on en vienne à cette extrémité !", a insisté M. Retailleau.

Le député LR Eric Ciotti a de son côté évoqué "un affichage de communication".

Jean-Luc Mélenchon, le dirigeant de La France insoumise (LFI), a jugé pour sa part que "quelles que soient les circonstances, l'armée ne peut et ne doit assurer aucune tâche de police, (car) ce n'est pas son métier".

"Le rôle de Sentinelle n'est pas de faire du maintien de l'ordre", a précisé une source gouvernementale expliquant que sur certains sites, des militaires de Sentinelle vont remplacer les forces de sécurité pour leur permettre de faire du maintien de l'ordre.

"Maintien de l'ordre et militaires, cela n'existe pas. Ils ne vont pas se mettre à arrêter les gilets jaunes", ajoute cette source.

Sur certains sites, des militaires de Sentinelle vont remplacer les forces de sécurité pour leur permettre de faire du maintien de l'ordre.

L'opération Sentinelle, qui n'a pas pour mission le maintien de l'ordre, représente une mobilisation sans précédent de l'armée sur le territoire national depuis la guerre d'Algérie. Quelque 7.000 militaires sont déployés en permanence dans ce cadre - pour moitié en région parisienne - depuis les attentats de janvier 2015 à Paris.

Les militaires protègent en France des sites religieux (synagogues, mosquées...), des lieux particulièrement exposés au risque terroriste ou très fréquentés (lieux touristiques, gares...). Ils sont présents de manière quasi



PAYS :France
SURFACE :95 %
PERIODICITE :Quotidien



► 20 mars 2019 - Edition Fil Gen

permanente sur certains sites comme les aéroports ou les musées.
leb-cs-bpa/jk/spe

Afp le 20 mars 19 à 19 55.